Confédération paysanne du Centre-Val de Loire
Confédération paysanne de Loir-et-Cher

ACTES DU FORUM

Vers une sécurité sociale de l'alimentation

25 novembre 2022 – Montoire-sur-le-Loir

VENDREDI 25 novembre - 18h
Entrée libre

Médiathèque Nef Europa, rue Marescot, 41800 Montoire-sur-le-Loir

18h - 20h Conférence gesticulée de Mathieu Dalmais; agronome militant : De la fourche à la fourchette, Non ! L'inverse !

Venez échanger sur un combat paysan d'actualité sur la mise en place d'une démocratie alimentaire !

*Agronome, Formateur et Conférencier gesticulant sur les enjeux agricoles et alimentaires. A l'initiative du projet de Sécurité sociale de l'alimentation

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION :

Confédération paysanne du Loir et Cher
07 71 58 11 74
contacts@confederationpaysanne41.org

Confédération paysanne Centre-Val de Loire
Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

Centre-Val de Loire

Médiathèque Nef Europa
Montoire-sur-le-Loir

INTRODUCTION

Par Elise Guellier et Adrien Guellier, membres du comité de la Confédération paysanne de Loir-et-Cher.

Depuis quelques temps, au sein du comité, les questions agricoles, mais aussi plus globales sur l'alimentation, sont au cœur de nos réflexions.

La sécurité sociale de l'alimentation est en lien avec la précarité, on est sur une question d'approvisionnement et de sécurisation du système alimentaire.

Avec ce mandat du comité, on pousse beaucoup sur le sujet de la restauration collective, sur la tarification sociale à venir et sur l'alimentation, c'est-à-dire sur un engagement sur du 100 % local et bio. C'est très important par rapport à ce qui se fait aujourd'hui. Par exemple aujourd'hui Azé est en territoire bio engagé.

En session plénière avec tous les acteurs, les visions sont très divergentes, mais il faut quand même avancer.

Nous sommes très intéressé.es par le sujet, c'est sûrement un grand enjeu à venir.

Pour la sécurité sociale de l'alimentation, il est important pour nous de voir ce qui se fait et voir comment la région peut accompagner.

Intervention d'Estelle COCHARD, conseillère régionale, déléguée auprès de la vice-Présidente déléguée à l'Agriculture et l'alimentation, chargée de l'Alimentation.

INTERVENTION DE MATHIEU DALMAIS

Mathieu Dalmais est agronome, formateur et conférencier gesticulant sur les enjeux agricoles et alimentaires, militant au sein de l'association « Agricultures et souveraineté alimentaire » d'Ingénieurs sans frontières.

MATHIEU : C'est quoi ça ?

PUBLIC : Une assiette.

MATHIEU : Quand est-ce que ça a été créé ?

PUBLIC : à la préhistoire ? Au 17e siècle ?

MATHIEU : J'accepte les 2 réponses : depuis la fin de la préhistoire, on utilise des supports pour manger. L'assiette est une continuité. D'abord c'était l'écuelle, depuis l'Antiquité, donc la même chose que l'assiette, mais dans différents matériaux. Puis il y a eu le tranchoir, une tranche de pain très large, longue, et on partageait avec ceux à côté de nous : d'où le « co-pain ». Étymologiquement, manger ensemble et être amis, c'est la même chose. C'est une bonne raison, puisque manger ensemble c'est important pour construire les relations de confiance, d'amitié, etc. A la préhistoire, on mangeait sur des omoplates. L'assiette est une création de la cour de Louis XIV, une création française.

Pourquoi pensez-vous qu'on a créé cet objet ?

PUBLIC : Pour l'hygiène ?

MATHIEU : Ah oui, c'est à la mode. Avant le covid, on ne me répondait jamais ça !

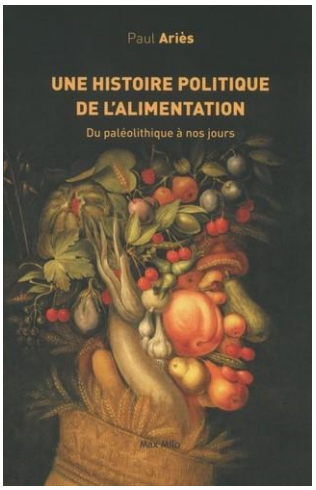
PUBLIC : Pour transporter la nourriture ?

MATHIEU : ça n'a aucun intérêt pratique.

PUBLIC : La porcelaine ?

MATHIEU : L'écuelle aussi était en porcelaine.

PUBLIC : Ça faisait plus distingué ? Ça faisait moins pouilleux ?



MATHIEU : Oui, c'est dans une logique de distinction. On va mettre en scène et utiliser l'alimentation pour hiérarchiser la société, dès les premières sociétés. Je vous conseille ce livre, « Une histoire politique de l'alimentation », qui explique bien comment les puissants mettent en scène les repas et utilisent l'alimentation pour naturaliser l'ordre des choses. L'assiette y participe aussi. Mais il y a quelque chose d'encore plus fort.

Et étymologiquement ?

PUBLIC : Assis ?

MATHIEU : On était déjà assis. Ce n'est pas lié au fait de s'asseoir.

PUBLIC : Parce qu'on se fait servir ?

MATHIEU : Oui, ça va changer ça, mais il y a encore autre chose. Ça va permettre de définir le nombre de places assises à table, qui on veut à la table du roi et qui on ne veut pas. La cour de Louis XIV est concurrencée d'un point de vue économique, et ça commence aussi au niveau politique, avec la prise de puissance de la bourgeoisie, qui s'enrichit, organise des événements mondains, qui viennent concurrencer l'aristocratie.

Manger ensemble, partager la même table, c'est être égaux. On le retrouve dans de nombreuses civilisations. Etre citoyen dans certaines sociétés obligeait à manger avec d'autres, pas seul, faire des banquets. A la cour de Louis XIV, on veut exclure la bourgeoisie des repas et donc des décisions politiques. Le passage à l'assiette, ça permet de prédéfinir le nombre de personnes autour de la table.

C'est un objet qui symbolise la dimension politique forte de l'alimentation. On a découvert cette fonction politique il y a 6 ans, avant on l'ignorait.

***

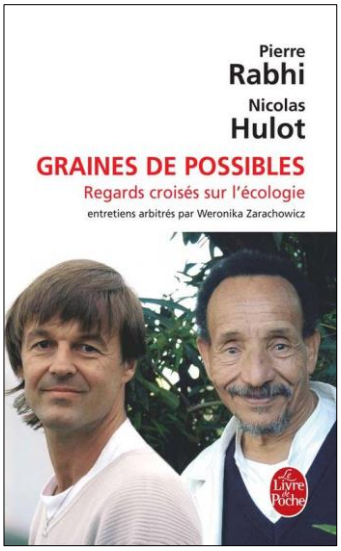
MATHIEU : Avant, je travaillais dans un secteur qui n'a rien à voir : j'étais agronome. Je m'occupais de produire.

Quand on fait une école d'agronomie, on devient cadre du complexe agro-industriel. Mais il y a 12 ans, j'ai refusé mon diplôme et j'ai « bifurqué ». J'ai lancé ma carrière dans la promotion de l'agriculture que je souhaitais voir se développer. Et ce que je dis, c'est qu'on ne verra pas de changement agricole si on ne change pas le système alimentaire. En conséquence est né le projet de sécurité sociale alimentaire en 2017 et c'est ça que je vais vous présenter.

D'abord, qu'est-ce qu'une conférence gesticulée ? C'est une conférence, donc ça se contient des éléments tangibles et globaux, qui viennent de bouquins mais aussi d'échanges collectifs. Plutôt que gesticulé, je préfère « incarné » : ça contient aussi une dimension personnelle de pourquoi ça fait sens à mes yeux.

J'ai aussi des objets qui me rassurent *(il montre un paquet de M&M's et un CD, et se met à chanter une chanson des Enfoirés).* Ça m'a mis des étoiles dans les yeux. Je viens d'une famille plutôt prolétaire, pas très politisée, alors des artistes qui s'engagent, avec des chansons qu'on connaît, le fait que ça visibilise des gens qui sont dans la précarité, que ça leur arrive d'avoir faim et froid...

Durant mes années collège et lycée, c'est-à-dire dans les années 2000, on parlait de développement durable. Il y a aussi un texte qui m'a marqué : « notre maison brûle et nous regardons dehors », sur les questions environnementales. J'ai de la famille dans le milieu agricole et je suis donc proche de ce milieu. En prépa, j'ai aussi lu le livre de dialogue entre Hulot et Rabhi, « Graines de possibles », qui expliquait comment lutter contre la faim dans le monde et comment transformer la production agricole par rapport aux enjeux environnementaux et sociaux.



J'arrive ensuite à Montpellier Sup Agro. Là, j'apprends que nourrir le monde c'est facile : OGM, robotique, numérique. Je participe au festival alimentaire (monde associatif et syndical), il y a consensus autour de la souveraineté alimentaire. Mais ça n'a rien à avoir avec la lutte contre la pauvreté. Il s'agit de l'idée d'une politique agricole protectionniste, de la lutte contre le libre-échange.

La Via campesina, qui est le syndicat paysan majoritaire à l'échelle mondiale, va dire à l'ONU d'arrêter avec la libéralisation des marchés, pour permettre la souveraineté alimentaire et solutionner le problème de faim dans le monde. Pourquoi ? 1 milliard de gens ont faim. Or, on est 7 milliards et on produit pour nourrir 12 milliards d'habitant.es ! Donc ce n'est pas une question technique. Pourquoi 1 milliard de personnes ont faim ? Parce qu'ils sont pauvres. En 2008, c'est qui ? C'est des paysannes et des paysans avec une agriculture peu industrialisée et en concurrence avec nos agriculteur.rices subventionnés et mécanisés. Ils sont structurellement en train de mourir de pauvreté. Le projet de la Via campesina : permettre aux pays de choisir ce qui rentre sur leur marché, ce qui équivaut à une lutte structurelle contre la faim dans le monde.

Ça me détourne de la lutte contre la faim dans le monde, parce que moi, j'avais la réponse. Je vais alors me centrer sur comment faire en sorte de produire autrement. Pour moi, c'est l'erreur classique : penser uniquement production, transformer la production.

Il dessine une usine de manière schématique.

Je précise que je ne suis pas anti-industrie. Je schématise ainsi le complexe agro-industriel, qui comprend la production de semences, de pesticides, la grande distribution, l'État, etc. Ce complexe qui participe au captage de la valeur ajoutée au détriment de la qualité de l'alimentation et du revenu des agriculteurs et agricultrices. Ce qui revient sur les fermes, c'est 6% de la valeur. Le reste est capté par le complexe agro-industriel.

De 60 millions d'agriculteur.rices en 1960, on est passé à moins de 400 000 aujourd'hui : on produit une alimentation de masse, standardisée, en faisant des économies d'échelle, et donc vendue pas chère, produite dans des zones spécialisées... Et on vend aussi à l'étranger pour nourrir le monde, même si en fait ça revient à affamer le monde.

Aujourd'hui, cette agriculture est qualifiée de « minière ». Elle n'a plus pour fonction de nourrir, mais de produire du minerai, les fonctions productive et sociale sont complètement séparées, elle est de type « extractiviste ». On extrait les richesses des sols, la biodiversité etc. dans un système libéral.

L'adage dit : « Si tu donnes un poisson à un homme il mangera un jour, si tu lui apprends à pêcher il mangera toujours ». Mais y'a plus de poisson dans la rivière ! C'est ce qui s'est passé.

Ça ne me plaît pas du tout. On est environ une vingtaine de ma promo à prendre la tangente. Pourquoi cette prise de conscience ? Peut-être par mon grand-père qui me disait : « surtout, on ne mange pas de purée Mousseline ! C'est pas compliqué de faire de la purée ! »

Un enfant devant ne sait pas ce que c'est.

C'est bien si tu ne sais pas ce que c'est !

Il répétait beaucoup ça, mon grand-père. La définition d'un bon repas pour mes parents, c'était : fait à la maison avec des produits bruts. C'est très caractéristique d'une population d'enfants de population rurale, qui migrent à la ville. Ils sont déracinés. Face à ça, ils gardent leurs racines rurales avec l'alimentation. En ville, on minimise le temps de repas, pour faire autre chose.

La qualité des produits qu'on achète compte aussi dans la qualité du repas. Mon grand-père disait : « tu vas arrêter de nous faire chier avec le bio, nous on est pauvres. C'est les cadres qui respectent l'environnement, on a d'autres priorités. Le bio c'est pas pour nous ». Là aussi, c'est des catégories. Il s'agit de qui ils sont, par rapport à une zone géographique et en termes de classe sociale. Pour eux, l'accès à la culture, aux voyages etc. est bien plus prioritaire que payer plus cher pour la « même chose » de leur point de vue.

Face à ce complexe agro-industriel, il y a une fable dans certains mouvements qui dit : il faut faire des circuits courts, « de la fourche à la fourchette », faire de l'agriculture biologique, afin de rediversifier, recréer des équilibres... Il faut également faire du commerce équitable et rémunérer les producteurs (AMAP, réseau Biocoop...). Je suis dans cette fable, c'est ma vision du monde. Je découvre une forme de dualisation de l'agriculture : d'un côté les bons et de l'autre les mauvais.

Je me lance dans la vie active avec l'idée de faire avancer le projet de souveraineté alimentaire et de développer les agricultures alternatives au système dominant. Je travaille sur l'installation pour freiner la disparition des paysan.nes, puis sur le développement de l'agriculture biologique en Bourgogne, sur les circuits courts, je fais de la recherche à l'INRA de Montpellier. Je travaille également en tant qu'ouvrier agricole quelques mois en viticulture bio.

Puis, j'arrive en 2015 à la Confédération paysanne nationale, comme animateur technique, c'est-à-dire une sorte d'attaché parlementaire pour élus syndicaux. J'organise des réunions avec des paysan.nes pour animer la réflexion sur des thèmes, rédiger des argumentaires et préparer le portage des positions politiques. Je m'occupe de plusieurs dossiers : la relocalisation, l'agriculture biologique et l'installation.

A partir de ce moment-là, je commence à déchanter sérieusement. A la commission relocalisation, il y a des paysan.nes qui disent : « on est en circuit courts, on bosse comme des fous, on fait 3 métiers, on n'a plus de temps libre et au final, on s'en sort à peine ». Certains arrêtent au bout de quelques années. A la commission bio, c'est à peu près pareil. Ils gagnaient leur vie sur ces modèles et aujourd'hui, ça devient compliqué. Dans les années 2000, ils bénéficiaient d'une sur-rémunération, mais ça a progressivement baissé. Le sujet de l'installation est très important pour la Conf'. Malgré tout, il y a des paysan.nes qui disent qu'il faut arrêter d'installer des jeunes en circuits courts…

Voici ce qui s'est passé : la viabilité économique de ces systèmes a tenu tant que l'agriculture alternative était minoritaire, mais le complexe agro-industriel est venu grignoter sur cette agriculture. Il y a eu des attaques contre le cahier des charges de la bio, le développement de l'agriculture bio à échelle industrielle... La grande distribution s'est mise à produire du bio, avec des pratiques beaucoup moins vertueuses. Les Biocoop mettent la pression sur les producteur.rices, les grosses entreprises investissent les circuits courts. Il y a une massification de l'offre et donc un manque de débouchés. En 2022, après un ralentissement, la consommation du bio et en circuits courts a même diminué.

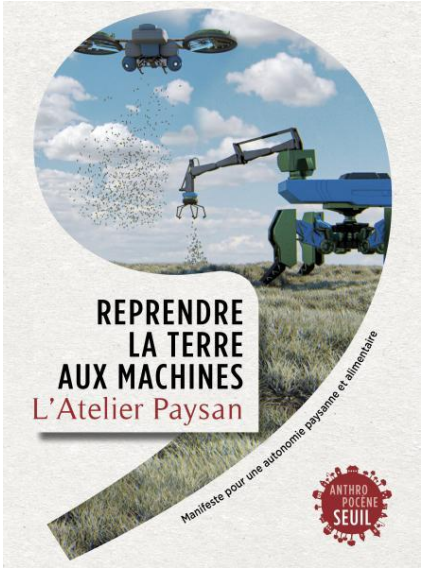
Mais ce qui est bien à la Conf', c'est qu'on peut aussi militer pour transformer les politiques.

Les Confédéré.es vont donc voir le ministre de l'époque : Stéphane le Foll. Ils lui parlent d'agroécologie et le Foll pense que c'est bien. Mais ils lui expliquent qu'on n'est pas sur une super dynamique en ce moment et ne pas opposer les modèles, ça ne marche pas : il y a des modèles inacceptables qui bouffent les autres. Il faut choisir le modèle qu'on veut développer en agriculture. Le Foll répond : « c'est pas mon rôle d'orienter l'agriculture, il faut respecter les choix des Français. S'ils veulent défendre l'agriculture alternative, ils achètent

ces produits. S'ils veulent garder leurs sous pour autre chose, ils achètent des produits moins chers. Ce qui compte, c'est qu'ils aient le choix ».

Donc on est dans une déresponsabilisation totale du politique, il n'y a plus de débat. Tout n'est qu'une question de part de marché. C'est un projet de faire coexister deux formes d'agriculture pour se dédouaner et dire que c'est le marché qui oriente. On le retrouve écrit dans un rapport d'Attali sur la « libération de la croissance » en 2008, qui a pour co-auteur Emmanuel Macron. Il y écrit son programme pour l'agriculture : il est pour les OGM, la robotique, les « nouvelles » solutions... qui ne font que continuer le projet de De Gaulle, à savoir une agriculture qui va rééquilibrer la balance commerciale de la France, avec des produits qu'il faut donc vendre pas cher et qu'il faut donc industrialiser. Macron est à fond pour continuer à utiliser la technologie et toujours produire pour le moins cher possible.

Mais pas que : il est aussi à fond pour l'agroécologie ! Ça occupe les excités sur l'environnement et c'est un complément de gamme, qui nourrit ceux qui sont informés. Macron ajoute même : c'est bon pour le tourisme ! Donc merci à vous consommateur.rices et producteur.rices de participer à la libération… touristique.



L'Atelier paysan a publié un manifeste l'an dernier et je leur emprunte le terme d'« alternatives indispensables et inoffensives ». « Indispensables », car on voit que ça pourrait permettre de nourrir les populations. Mais « inoffensive », car ça ne remet pas en cause le système et c'est même parfois contre-productif : au bout de 60 ans de développement de l'agriculture biologique, il y a une augmentation de l'utilisation des pesticides. En tant que consommateur.rices, on peut agir uniquement sur ce qui est déjà produit. La consommation ne peut pas suffire pour transformer le système.

Emmanuel Azé, paysan et secrétaire national de la Confédération paysanne, dit également qu'il faut s'occuper de ça : l'assiette. La dualisation de l'agriculture enferme notre modèle politique dans un modèle économique avec des parts de marché. Il faut remettre la fonction politique de l'alimentation au centre de la question. Il ne faut pas regarder juste le côté production. La légitimité du système de production doit venir des populations, de la demande alimentaire : de la fourchette à la fourche !

En effet, la population est très majoritairement pour une agriculture vertueuse. On sait aussi qu'il y a une différence entre ce que les gens voudraient manger et ce qu'ils mangent. Il est clair que personne ne se lève un matin et se dit « je vais mettre des pesticides dans l'assiette de mon enfant ». Ce sont des choix économiques contraints. On va vers des choses qui nous rassurent et qui nous laissent une marge de manœuvre.

Pour ce qui est de l'ambition démocratique, les gens à la Confédération paysanne ne sont pas tous d'accord, il y a débat. Puis s'impose l'idée qu'on est plus autonomes dans une discussion avec la société civile qu'avec les forces politiques et économiques.

Les Confédéré.es retournent voir Stéphane Le Foll et expliquent leur point de vue : il faut demander aux gens ce qu'ils veulent manger ! En faisant cela, on sera légitime pour mettre en place un projet d'agroécologie. Qu'est-ce que répond Le Foll ? « Admettons qu'on le fait : on fait des états généraux de l'alimentation, on se rend compte que la société veut manger autre chose. En 5 ans, on peut transformer l'agriculture si on y met les moyens. Mais il y a un problème : qu'est-ce qu'ils vont manger les pauvres ? » C'était absent de la réflexion de la Confédération paysanne. En effet, ce modèle coûte plus cher. En conséquence, ça exclut une partie de la population. C'est cynique, mais pas faux. La dualisation de l'agriculture va de pair avec une dualisation de

l'alimentation. Au moins 40% de la population est dépendante de l'alimentation du complexe agro-industriel. On entend souvent que ça ne coûte pas plus cher de bien manger, mais des études montrent qu'une assiette un peu « durable », ça peut faire augmenter très fortement le coût. Or, le complexe agro-industriel a fait de l'alimentation une variable d'ajustement, une dépense qu'il faut minimiser.

Plus une société est hiérarchisée, plus on va essayer de nourrir à bas prix les populations, afin de libérer les bras et faire en sorte que le salaire ne soit pas trop élevé.

Comment l'agriculture alternative peut-elle quand même nourrir tout le monde ? Il faut légitimer le projet d'agriculture paysanne et mettre en œuvre des politiques pour assurer l'accès de tous et toutes à une alimentation de qualité.

C'est la fin de mon cheminement : ces deux objectifs du droit à l'alimentation et de l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous, sont au cœur du projet de Sécurité sociale de l'alimentation.

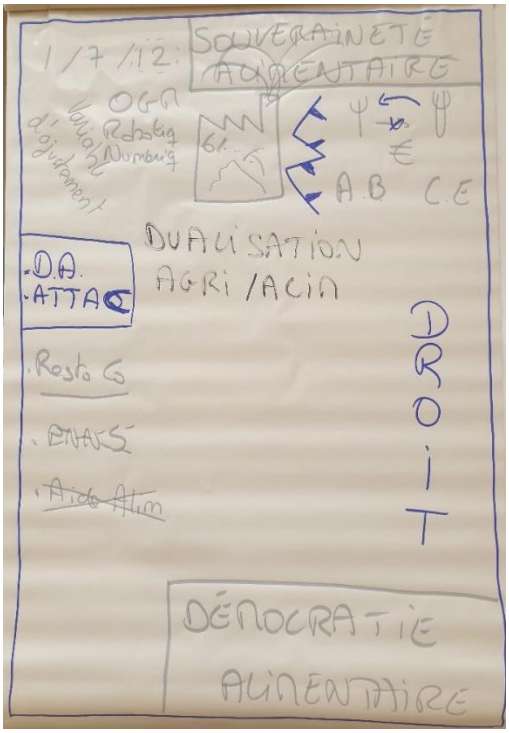
***

En 2016, j'entame une nouvelle réflexion. Je quitte la Confédération paysanne et intègre la FADEAR qui travaille notamment avec le réseau Civam et travaille avec Jean-Claude Balbeau. Pour lui, la première qualité d'une alimentation, c'est d'être accessible. Si ça coûte trop cher, ce n'est pas un produit de qualité, c'est un produit de distinction sociale, d'une société à deux vitesses.

Connaissez-vous les 4 fonctions principales de l'alimentation ?

- **La fonction biologique** : si on se place du point de vue santé, la dualisation de l'agriculture est une catastrophe. Des épidémiologistes démontrent que plus il y a d'inégalités, plus la population est en mauvaise santé. Il y a clairement des liens avec au moins 4 types de maladies : cancer, obésité, diabète, hypertension. On est dans des situations d'injustice sociale très forte.
- **La fonction du plaisir** : couper la sensation de faim, ressentir du plaisir, ressentir le sentiment de satiété. Moi, je finis toujours son assiette. Je n'écoute pas le sentiment de satiété. Je réponds à l'injonction sociale de finir mon assiette. C'est une forme de violence. Il a adoré l'article du Gorafi : *les enfants qui meurent de faim dans le monde remercie Pierre 10 ans d'avoir fini sa soupe*. Il n'y a pas de lien entre les deux. Il a également une méfiance pour la lutte contre le gaspillage alimentaire : aujourd'hui, c'est un outil du complexe agro-industriel qui nous fait croire que si on gaspille, c'est parce qu'on mange mal, alors que si on gaspille, c'est parce qu'on produit trop. Ça fait partie du projet de base de la Confédération paysanne : on regarde ce qu'il faut produire, on a des quotas et on ne surproduit pas, car c'est une catastrophe pour les marchés. A contrario, le projet agro-industriel c'est une surproduction constante parce qu'on ne sait jamais, quand on arrive à tout vendre tant mieux, c'est qu'on gagne des parts de marché. Et si on ne vend pas, il ne faut pas gaspiller, donc on va invoquer la lutte contre le gaspillage alimentaire pour donner à l'aide alimentaire et se présenter comme généreux. Cette surproduction est rachetée par l'État à 60% du coût de production. Donc la lutte contre le gaspillage, c'est une assurance pour la surproduction. Contre le gaspillage, il faut planifier la production agricole. Et contre la faim, il faut que tout le monde ait accès aux produits.
- **La fonction sociale** : il s'agit de la convivialité. Il y a une dépendance entre aide alimentaire et isolement, car les personnes ont honte d'avoir recours à l'aide alimentaire et le fait de manger ce que les autres ne veulent pas. On se rappelle l'exemple des lasagnes avec du cheval, ça a été donné à l'aide alimentaire. Ce n'est pas un scandale nutritif, mais socialement c'est très problématique. L'aide alimentaire récupère ce que les autres ne veulent pas.
- **La fonction identitaire et culturelle** : l'alimentation définit notre place dans la société, on mange de façon particulière par rapport à notre culture, notre famille, notre milieu, notre éducation…

Le DROIT à l'alimentation, c'est le fait d'avoir un accès permanent et digne à une alimentation qui répond à ces quatre fonctions principales.



On remplace le terme de qualité par « choisie ». Car qu'est-ce qui va faire la qualité d'une alimentation : il faut qu'elle soit choisie. On arrive ici à l'idée d'une démocratie alimentaire. C'est un mouvement qui commence dans les années 1990, en même temps que la souveraineté alimentaire. La démocratie alimentaire, c'est être capable collectivement de donner son avis et décider ce qu'on veut manger. Il y a une nécessité d'institutionnaliser ce système pour que tout le monde puisse choisir.

Connaissez-vous des politiques alimentaires en France ?

- **La restauration collective** : 17 à 20 milliards d'euros d'argent public sont attribués à la restauration collective. La restauration collective est intéressante comme levier de changement.
- **Le PNNS (Plan national nutrition santé) :** c'est Manger Bouger, 5 fruits et légumes par jour… On appelle ça la non-interdiction de la pub. Ce qui est aujourd'hui destructeur, on ne l'interdit pas, mais on y insère des petits messages. On dit d'arrêter, mais on ne remet pas en cause le fait que l'alimentation de qualité est plus chère. Donc aux populations qui n'ont pas le choix, on ajoute des injonctions moralisatrices.
- **L'aide alimentaire** : elle repose surtout sur des bénévoles et des associations, qui luttent pour que personne ne meurt de faim en France. Qu'est-ce que l'aide alimentaire ? C'est la récupération de nourriture dans les poubelles pleines des supermarchés, pour nourrir ceux et celles qui n'ont rien. L'aide alimentaire va s'institutionnaliser pour récupérer les surplus. Là encore, c'est repris par le complexe agro-alimentaire comme une variable d'ajustement. *Mathieu lit un extrait d'un article de loi sur le gaspillage alimentaire.* Dans la loi française, l'aide alimentaire permet donc de lutter contre le gaspillage et de nourrir les plus pauvres. Mais il y a autre chose : la violence de l'absence de choix dans son alimentation.

***

L'objectif est donc de viser le droit à l'alimentation. En analysant tout ça, comment pourrait-on mettre ce droit en place ? Avec la sécurité sociale de l'alimentation. Il s'agit de combiner le droit des producteurs, le droit à l'alimentation et le droit de l'environnement.

Une idée similaire a déjà existé en France, entre 1946 et 1957, avec le mouvement du soin. Comment assurer l'accès de tout le monde au soin ? On est passé de quelques hôpitaux pour les riches et des mouroirs pour les plus pauvres, à un système de santé présenté par le FMI comme le système le plus performant au monde. En 20 ans, on a augmenté l'espérance de vie de 30 ans !

L'idée c'est de continuer sur cette voie, montrer qu'on sait faire. Utiliser cet imaginaire-là pour avancer.

La pensée politique du fondateur de la Sécurité sociale alimentaire repose sur 3 piliers :

- **L'UNIVERSALITÉ** : il ne faut surtout pas faire un mécanisme pour les pauvres. Plus on créé ce type de choses, plus on crée un sentiment d'assistanat. Il faut que ce soit pour tout le monde, que ce soit un droit. On peut imaginer une base de 150€ par mois et par personne.

- **LE CONVENTIONNEMENT** : des produits choisis démocratiquement. On tire au sort une partie de la population et on débat sur les structures et les systèmes à conventionner. On considère aussi ceux qui ne sont pas au niveau, dans une démarche d'accompagnement au changement, à la transition. Le principal frein au développement de l'agroécologie, c'est l'absence de marché rémunérateur. Le marché en est incapable. Donc il faut le faire autrement avec un travail démocratique.

- **LA COTISATION** : pour répondre à la question comment on finance. Pour ne pas que l'Etat vienne mettre son nez dedans. Ce serait une cotisation sur la valeur ajoutée. Chacun cotise à hauteur de ses moyens. On est sur une lutte contre les inégalités : 40% des plus riches cotise pour 40% des plus pauvres.

On pourrait comparer ça à une méga-AMAP.

En 2019, on s'est demandé comment on la met en place. On a créé le collectif SSA. En 2020 avec le confinement, il y a eu une explosion de la précarité alimentaire et une explosion de la médiatisation de cette problématique.

Sécurité Sociale de l'Alimentation

Finalement, j'ai arrêté mon travail à la FADEAR pour animer ce projet et faire des conférences gesticulées pour répandre cette idée. Le droit à l'alimentation, c'est le droit à construire ce qu'on veut voir sur notre table.

ECHANGES AVEC LA SALLE

PUBLIC : **Qu'est-ce qu'on peut faire à notre échelle ?**

MATHIEU : sur le site internet du collectif SSA, vous trouverez une présentation des initiatives locales qui se revendiquent de ce modèle : des paniers solidaires en AMAP, des marchés à prix différenciés, une épicerie en camion à prix libres... Toutes ces dynamiques ne vont pas faire peur au capitalisme, mais ça permet d'ancrer cette idée. C'est pareil pour cette conférence. Mais ça ne suffit pas. Il faudra aussi impliquer les collectivités territoriales, appuyer ces expérimentations, les inscrire dans des perspectives de recherche.

Une des dernières dynamiques est en Gironde. Sous couvert d'expérimentation, on donne à une collectivité la possibilité de mettre en place quelque chose. Le problème c'est la cotisation dans les expérimentations : en réalité, on utilise de l'argent des collectivités pour expérimenter. Il existe aussi des groupes locaux qui s'organisent pour faire de l'éducation populaire et du portage politique autour de ces questions, en faisant des réunions publiques, en rencontrant des politiques locaux...

PUBLIC : Dans la BD, qu'est-ce qu'on trouve ?

MATHIEU : A peu près le même contenu que la conférence et à la fin, quelques ressources bibliographiques, les plus importantes. Et le format est un peu ludique. Le document le plus fourni n'est pas publié, mais en ligne : « Agriculture et souveraineté alimentaire », rédigé par Ingénieurs sans frontières. La Confédération paysanne est le syndicat qui porte le plus ce projet aujourd'hui, notamment au Conseil national de l'alimentation. Il y a un avis qui est sorti sur la précarité alimentaire il y a 3 semaines. La recommandation n°2, c'est d'expérimenter la Sécurité sociale de l'alimentation. C'est une victoire politique de la Conf'. La n°1, c'est mettre en place le droit à l'alimentation en France.

PUBLIC : Si on fait le parallèle avec la sécurité sociale, certaines choses sont remboursées, mais pas toutes. On n'a pas accès à tout ce qu'on veut, les riches ont toujours plus ce qu'ils veulent.

MATHIEU : Avec les 150 euros, tu ne pourras acheter que des produits de qualité. La sécurité sociale d'aujourd'hui est une forme détériorée du projet de base. Il y a du soin de non-qualité accessible. La SSA, le socle de base c'est la qualité.

PUBLIC : Ce sera conventionné par qui ?

L'idée c'est de former des comités avec une représentation de la société civile. A voir pour le mode de désignation, mais aujourd'hui le tirage au sort a notre préférence. Puis, on décide ensemble du niveau de qualité qu'on veut. Les caisses se formeront sûrement à des échelles locales, régionales et nationales (pour la construction de filières). Et ces caisses deviendront donneuses d'ordre pour toutes les instances agricoles. C'est dans les comités locaux qu'on pose l'orientation de la production agricole.